

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La croissance du PIB par habitant n'a pas été suffisamment forte ces dernières années pour permettre un rattrapage sensible en termes de revenu. La forte croissance de la productivité a été compensée en partie par le recul des taux d'emploi.

### Priorités reposant sur des indicateurs

#### Réduire les charges administratives imposées aux nouvelles entreprises

La lourdeur des procédures de faillite réduit l'efficacité du capital et ralentit le rythme du changement structurel. Les procédures complexes et parfois fort longues d'inscription au registre du commerce dissuadent les créations d'entreprises.

**Mesures prises :** Le gouvernement est en train d'élaborer des propositions de réformes destinées à améliorer le droit des faillites ainsi que le registre du commerce.

**Recommandations :** Les réformes projetées doivent être mises en œuvre, et des efforts persistants s'imposent pour raccourcir la durée des procédures de faillite et alléger les charges administratives liées à l'immatriculation des entreprises.

#### Assouplir la législation sur la protection de l'emploi pour les travailleurs réguliers

Une législation relativement stricte en matière de protection de l'emploi contribue à la faiblesse de la demande de main-d'œuvre et à l'inefficacité des pratiques d'emploi. Cela entrave la réduction du chômage et limite les restructurations et les gains de productivité.

**Mesures prises :** La législation sur la protection de l'emploi est actuellement réexaminée par les autorités.

**Recommandations :** Des réformes significatives sont nécessaires, notamment pour réduire les coûts globaux liés aux licenciements individuels.

#### Réduire le coin fiscal sur les travailleurs à bas revenus

Un coin fiscal élevé sur les bas salaires limite les possibilités d'emploi des travailleurs peu productifs qui ont perdu leur poste du fait de restructurations industrielles.

**Mesures prises :** Les cotisations versées par les employeurs pour financer les politiques actives du marché du travail (PAMT) ont été réduites de 2 points de pourcentage, mais les cotisations d'assurance sociale ont été relevées dans les mêmes proportions, de sorte que le coin fiscal est demeuré inchangé.

**Recommandations :** Bien que la nécessité d'assainir les finances publiques limite la marge de manœuvre des autorités, elles devraient accorder une importance prioritaire à la réduction des cotisations sociales qui pèsent sur les bas salaires.

### Autres priorités essentielles

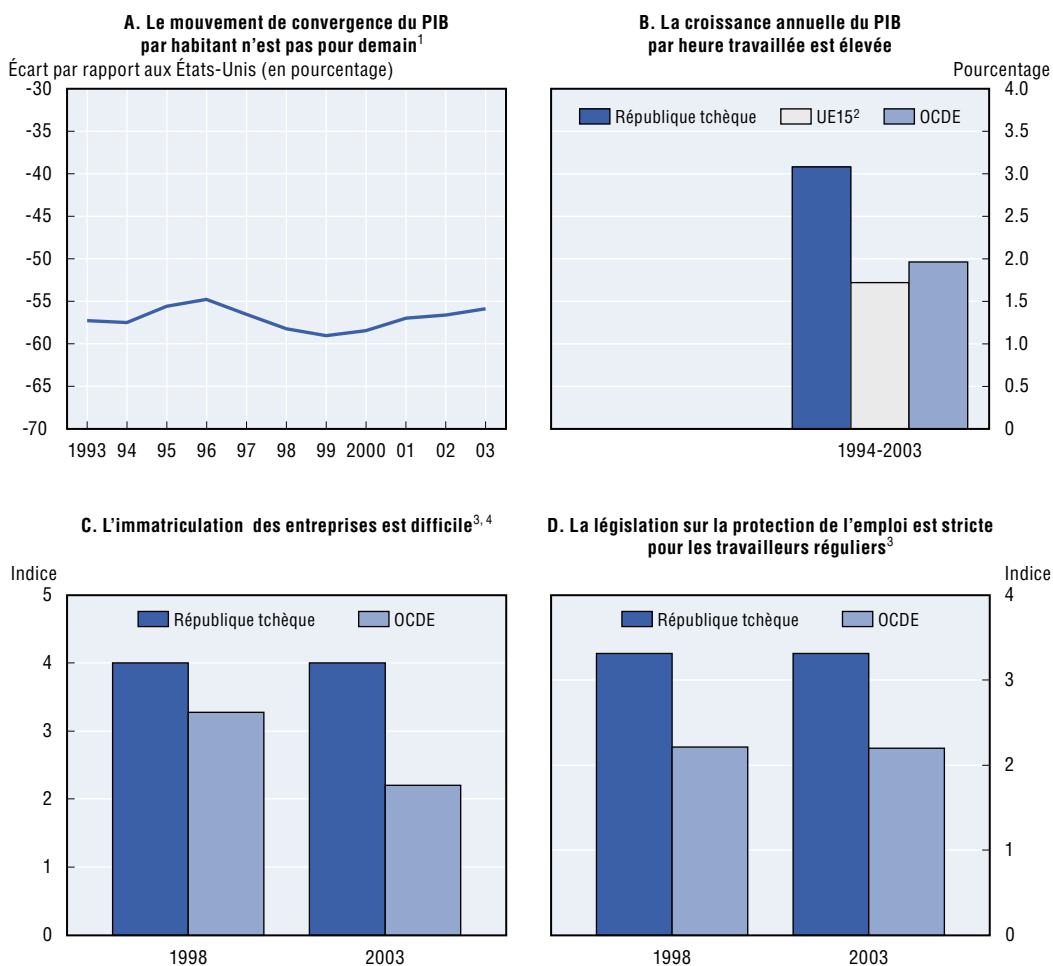
- Renforcer la mobilité de la main-d'œuvre en poursuivant la libéralisation du marché du logement locatif.
- Réduire les pièges de la pauvreté dans lesquels sont enfermés des ménages sans emploi sous les effets conjugués des prestations versées au titre de la protection sociale, de la prise en charge des enfants ou de l'aide au logement dans le cadre du système de prélèvements et de prestations.

# RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

## Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	..	2.4	2.3	2.7
Taux d'emploi tendanciel	..	68.8	66.9	66.0
Taux d'activité tendanciel	..	72.6	71.8	71.4
Taux de chômage structurel (NAIRU)	..	5.3	6.9	7.6

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.
2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.
3. L'échelle de l'indicateur varie de 0 à 6, du degré de restriction le plus faible au plus élevé.
4. L'immatriculation des entreprises renvoie aux autorisations et permis.

Source : Graphiques A et B : *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C : OCDE, *Base de données sur la réglementation* ; graphique D : *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, 2004.